



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/26
12 novembre 2022

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-onzième réunion
Montréal, 5-9 décembre 2022
Point 8(d)(iv) de l'ordre du jour provisoire¹

PLAN D'ACTIVITES DE L'ONUDI POUR LA PERIODE 2023–2025

Introduction

1. Ce document présente le plan d'activités de l'ONUDI pour 2023–2025² et comprend les activités prévues pour la réduction des substances réglementées au titre du Protocole de Montréal pendant la période 2023–2025. Le descriptif du plan d'activités de l'ONUDI pour 2023–2025 est joint au présent document.
2. Ce document comprend les sections suivantes :
 - I. Activités prévues pendant la période 2023–2025
 - II. Observations du Secrétariat
 - III. Ajustements proposés par le Secrétariat
 - IV. Indicateurs de performance
 - V. Recommandation

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/1

² Un projet du plan d'activités pour 2023–2025 de l'ONUDI a été débattu lors de la réunion de la coordination inter-agences (IACM) qui s'est tenue à Montréal du 20 au 22 septembre 2022. Le plan d'activités joint au présent document aborde les questions qui ont été soulevées lors de cette réunion.

I. Activités prévues pendant la période 2023–2025

3. Le tableau I présente, par année, la valeur des activités incluses dans le plan d'activités de l'ONUDI.

Tableau 1. Répartition des ressources dans le plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2023–2025 (\$ US)* – tel que soumis

Description	2023	2024	2025	Total (2023–2025)	Total après 2025
Activités pour les HCFC					
Plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) approuvés	24 155 605	5 954 833	17 754 079	47 864 517	21 398 881
Préparation du projet (PRP) de PGEH – phase II	28 890	26 750	0	55 640	0
PGEH phase II	1 579 503	7 951 229	2 573 377	12 104 109	35 195 286
PGEH phase II – investissement	0	248 532	0	248 532	248 532
PRP PGEH – phase III	42 800	58 850	0	101 650	0
PGEH phase III	4 945 955	4 471 278	4 044 900	13 462 133	30 489 276
PGEH – efficacité énergétique	691 220	592 780	635 580	1 919 580	70 620
Assistance technique pour les HCFC	535 000	0	0	535 000	0
Sous-total des activités pour les HCFC	31 978 973	19 304 252	25 007 936	76 291 161	87 402 595
Activités pour les HFC					
Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC – PRP	1 309 915	975 840	41 730	2 327 485	0
Programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali	3 689 772	5 039 370	71 503	8 800 645	14 784 861
Programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali – investissement	321 000	0	0	321 000	0
Sous-total des activités pour les HFC	5 320 687	6 015 210	113 233	11 449 130	14 784 861
Activités normalisées					
Renforcement institutionnel (RI)	855 841	2 052 817	855 841	3 764 499	0
Coûts de base	2 064 760	2 079 213	2 093 768	6 237 741	0
Sous-total des activités normalisées	2 920 601	4 132 030	2 949 609	10 002 240	0
Total	40 220 261	29 451 492	28 070 777	97 742 531	102 187 456

* Y compris les coûts d'appui d'agence, le cas échéant.

II. Observations du Secrétariat

II.1 Activités liées aux HCFC

Phase II des PGEH

4. Le niveau total de financement de la phase II des PGEH dans les 11 pays à faible volume de consommation (PFV) pour répondre à la réduction de 100 pour cent des valeurs de référence des HCFC s'élève à 2,79 millions \$ US (dont 1,29 million pour la période 2023–2025 et 1,5 million \$ US pour la période ultérieure à 2025).

5. Le niveau total de financement de la phase II des PGEH dans les 10 pays à faible volume de consommation (PFV) s'élève à 44,51 millions \$ US (dont 10,82 millions \$ US pour la période 2023–2025 et 33,7 millions \$ US pour la période ultérieure à 2025). De plus, l'ONUDI a inclus un projet d'investissement dans le cadre de la phase II du PGEH pour un pays (Libye) s'élevant à 497 064 \$ US (dont

248 532 \$ US pour la période 2023–2025 et 248 532 \$ US pour la période ultérieure à 2025) conformément à la décision 90/40(f).³

Phase III des PGEH

6. Au total, 43,95 millions \$ US sont prévus pour la phase III des PGEH de 13 pays (Albanie, Argentine, Arménie, Brésil, Iran (République islamique d'), Jordanie, Koweït, Mexique, Nigéria, Philippines, Serbie, Turkménistan et Venezuela (République bolivarienne du)) (dont 13,46 millions \$ US pour la période 2023–2025 et 30,49 millions \$ US pour la période ultérieure à 2025).⁴

Efficacité énergétique pour les pays à faible volume de consommation

7. La décision 89/6 autorisait les agences bilatérales et d'exécution, lors de la présentation de phases existantes et à venir des PGEH pour les PFV, à inclure le financement associé au besoin d'introduction de solutions de remplacement des HCFC présentant un potentiel de réchauffement de la planète (PRG) faible ou nul et de maintien de l'efficacité énergétique dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération.

8. Au total, 1,99 million \$ US sont inclus dans le plan d'activités pour des activités liées à l'efficacité énergétique pour 37 PFV (dont 1,92 million \$ US pour la période 2023–2025 et 70 620 \$ US pour la période ultérieure à 2025).

Projet régional d'assistance technique pour les HCFC

9. L'ONUDI a inclus un projet d'assistance technique pour les HCFC, « Comment maintenir les conversions industrielles dans le secteur de la climatisation résidentielle, en tenant compte du temps nécessaire pour la transition technologique et des obstacles à l'accès aux technologies à faible PRG », d'un montant de 535 000 \$ US en 2023. Le projet aura une portée mondiale et est prévu pour soutenir les pays visés à l'Article 5 dans le maintien des conversions industrielles dans le secteur de la climatisation résidentielle. Il couvre les éléments suivants : établissement d'une plateforme technologique, où les industries et d'autres parties intéressées peuvent obtenir des actualités techniques ; réalisation de deux forums mondiaux pour les industries de la climatisation et les fournisseurs de technologies associées (le premier forum explorera l'état de la technologie et les besoins de l'industrie ; et le second forum exposera les résultats de ce programme d'assistance technique) ; des visites d'étude chez des fournisseurs de technologie ; une étude pour explorer les obstacles à l'accès aux technologies à faible PRG et les éléments associés ; une étude pour appréhender les enseignements tirés de l'Union européenne (UE), surtout les enseignements tirés de la réglementation révisée sur les gaz fluorés ; une étude sur les différences et les similarités dans les conversions industrielles aux frigorigènes A2L et A3 ; et le rapport. Pour l'instant, aucune fenêtre de financement n'est disponible pour de tels projets d'assistance technique. Cette question sera traitée dans le contexte du plan d'activités consolidé du Fonds multilatéral pour 2023–2025.⁵

³ Pour permettre la présentation d'un plan pour le secteur des mousses lors de la mise en œuvre de la phase II du PGEH avant le 1^{er} janvier 2024 afin d'éliminer la consommation restante dans le secteur de la fabrication de mousses.

⁴ L'inclusion de la phase III des PGEH dans le plan d'activités, préparation des projets comprise, est autorisée pour les pays dont la phase II du PGEH a été approuvée et qui disposent d'un objectif de réduction au-delà de 2024 (décision 88/34(d)).

⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/22

II.2 Activités liées aux HFC

Préparation de projets pour les programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali

10. Au total, 2,33 millions \$ US sont inclus au plan d'activités pour les activités de préparation de projet pour les programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali⁶ pour 21 pays pour la période 2023–2025.

11. Dix-neuf des 21 pays pour lesquels des activités de préparation de projets pour les programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali n'ont pas encore ratifié l'Amendement de Kigali, mais ont soumis la lettre requise de leur gouvernement respectif indiquant leur intention de faire tout leur possible pour ratifier l'Amendement de Kigali.

Programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali

12. Au total, 23,59 millions \$ US sont inclus dans le plan d'activités pour les programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali⁷ pour 44 pays (dont 8,8 millions \$ US pour la période 2023–2025 et 14,78 millions \$ US pour la période ultérieure à 2025). En outre, l'ONUDI a également inclus des projets d'investissement du programme de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour un pays (Liban) d'un montant de 321 000 \$ US en 2023. Tous ces pays ont ratifié l'Amendement de Kigali.

II.3 Coûts unitaires de base

13. Comme convenu, les coûts unitaires de base⁸ devraient normalement augmenter de 0,7 pour cent par an.

III. Ajustements proposés par le Secrétariat

14. Les ajustements au plan d'activités de l'ONUDI pour 2023–2025 étaient basés sur les décisions pertinentes du Comité exécutif. En examinant le plan d'activités révisé de l'ONUDI pour 2023–2025, le Secrétariat a noté que les ajustements suivants n'ont pas été inclus :

Tableau 2. Ajustements du plan d'activités de l'ONUDI pour 2023–2025 (\$ US)* – conformément à la proposition du Secrétariat

Ajustement	2023–2025	Après 2025
Valeurs des PGEH pour refléter les montants réels approuvés dans le cadre des Accords, y compris les tranches de PGEH qui ont été soumises à la 91 ^e réunion mais ultérieurement annulées	342 400	0
Assistance technique pour les HCFC	(535 000)	0
PRP pour les programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali conformément à la décision 87/50 ou soumis à la 91 ^e réunion	(294 342)	0

* Y compris les coûts d'appui d'agence, le cas échéant.

⁶ Un financement pourrait être accordé pour la préparation de plans nationaux de mise en œuvre en vue de respecter les premières obligations de réduction dans le cadre de la réduction progressive des HFC, cinq ans avant ces obligations, au plus tôt, à la suite de la ratification de l'Amendement de Kigali par le pays et conformément aux lignes directrices qui seront approuvées (décision 79/46(b)(iii)). En outre, les activités de préparation à la réduction progressive des HFC pourraient être incluses dans le plan d'activités pour les pays qui n'ont pas ratifié l'amendement de Kigali mais qui ont soumis une lettre indiquant l'intention de leur gouvernement de faire tous les efforts possibles pour ratifier l'amendement de Kigali (décision 84/46(f)). Les lignes directrices pour la préparation des programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali ont été approuvées lors de la 87^e réunion (décision 87/50).

⁷ L'inclusion de tels plans dans le plan d'activités n'est autorisée pour les programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali que pour les pays qui ont ratifié l'Amendement de Kigali (décision 84/46(g)).

⁸ Les coûts unitaires de base de l'ONUDI pour 2023 seront considérés à la 91^e réunion (UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/59).

15. Le tableau 3 présente les résultats des ajustements proposés par le Secrétariat au plan d'activités de l'ONUDI pour 2023–2025, lesquels sont également abordés dans le contexte du plan d'activités consolidé du Fonds multilatéral pour 2023–2025.⁹

Tableau 3. Répartition des ressources dans le plan d'activités ajusté de l'ONUDI pour 2023–2025 (\$ US)*

Description	2023	2024	2025	Total (2023–2025)	Total après 2025
Activités pour les HCFC					
PGEH approuvés	24 118 155	6 334 683	17 754 079	48 206 917	21 398 881
PRP PGEH – phase II	28 890	26 750	0	55 640	0
PGEH phase II	1 579 503	7 951 229	2 573 377	12 104 109	35 195 286
PGEH phase II – investissement	0	248 532	0	248 532	248 532
PRP PGEH – phase III	42 800	58 850	0	101 650	0
PGEH phase III	4 945 955	4 471 278	4 044 900	13 462 133	30 489 276
PGEH – efficacité énergétique	691 220	592 780	635 580	1 919 580	70 620
Assistance technique pour les HCFC	0	0	0	0	0
Sous-total des activités pour les HCFC	31 406 523	19 684 102	25 007 936	76 098 561	87 402 595
Activités pour les HFC					
Programme de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali – PRP	1 015 573	975 840	41 730	2 033 143	0
Programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali	3 689 772	5 039 370	71 503	8 800 645	14 784 861
Programmes de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali – investissement	321 000	0	0	321 000	0
Sous-total des activités pour les HFC	5 026 345	6 015 210	113 233	11 154 787	14 784 861
Activités normalisées					
Renforcement des institutions	855 841	2 052 817	855 841	3 764 499	0
Coûts de base	2 064 760	2 079 213	2 093 768	6 237 741	0
Sous-total des activités normalisées	2 920 601	4 132 030	2 949 609	10 002 240	0
Total	39 353 469	29 831 342	28 070 777	97 255 588	102 187 456

*Y compris les coûts d'appui d'agence, le cas échéant.

IV. Indicateurs de performance

16. L'ONUDI a présenté des indicateurs de performance conformément à la décision 71/28 dans le récit de son plan d'activités. Le Secrétariat a informé l'ONUDI des objectifs figurant dans le tableau 4.

Tableau 4. Indicateurs de performance de l'ONUDI pour 2023

Type d'indicateur	Titre abrégé	Calcul	Objectif 2023
Planification - Approbation	Tranches approuvées	Nombre de tranches approuvées par rapport à celles qui sont prévues*	58
Planification - Approbation	Projets/activités approuvés	Nombre de projets/activités approuvés par rapport à ceux prévus (y compris les activités de préparation des projets)	19
Mise en œuvre	Sommes décaissées	Sur la base des décaissements estimés dans le rapport périodique	21 222 040 \$ US
Mise en œuvre	Élimination de SAO	Élimination de SAO pour la tranche lorsque la prochaine tranche est approuvée par rapport à celle prévue par les plans d'activités*	655,2 tonnes PAO

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/22

Type d'indicateur	Titre abrégé	Calcul	Objectif 2023
Mise en œuvre	Achèvement du projet pour les activités	Achèvement du projet par rapport à ce qui était prévu dans les rapports périodiques pour toutes les activités (à l'exception de la préparation du projet)	67
Administratif	Rapidité de l'exécution financière	Degré d'achèvement des projets sur le plan financier 12 mois après leur achèvement	12 mois après l'achèvement opérationnel
Administratif	Remise en temps voulu des rapports d'achèvement de projet	Remise en temps voulu des rapports d'achèvement de projet par rapport aux délais prévus	Dans les délais (12)
Administratif	Remise en temps voulu des rapports périodiques	Remise en temps voulu des rapports périodiques, des plans d'activités et des réponses, à moins qu'il en ait été convenu autrement	En temps voulu

* L'objectif d'une agence serait réduit si elle ne parvenait pas à présenter une tranche à cause d'une autre agence principale ou de coopération, sur accord de cette dernière.

V. Recommandation

17. Le Comité exécutif pourrait envisager :

- (a) de prendre note du plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2023–2025, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/26 ; et
- (b) d'approuver les indicateurs de performance de l'ONUDI présentés dans le tableau 4 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/26.



UNITED NATIONS
INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

UNIDO BUSINESS PLAN 2023

Presented to the 91st Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund

Table of Contents

EXECUTIVE SUMMARY	3
1. RESOURCE ALLOCATION	5
2. GENERAL OVERVIEW ON ASSISTANCE TO COUNTRIES IN NON-COMPLIANCE.....	7
3. PROGRAMME EXPANSION	8
Africa	8
Asia and the Pacific	8
Europe	9
Latin America and the Caribbean.....	9
Global	9
4. PERFORMANCE INDICATORS	10
5. INITIATIVES TO ENSURE COMPLIANCE.....	11
ANNEX I	12

EXECUTIVE SUMMARY

The 2023 Business Plan of UNIDO together with the forecast for 2024 and 2025 represents the Rolling Business Plan of Montreal Protocol activities of the Organization. Funding estimates up to 2025 and beyond have also been provided. This provides useful information for Executive Committee members on the funding needed to reach the 2025 control measures for HCFCs and beyond.

UNIDO's Business Plan was prepared based on the previous rolling business plan, taking into consideration the approvals and experience of previous years, the requests received from Article 5 countries, priorities established and the decisions taken by the Executive Committee. The Business Plan preparation took into consideration the evolving needs of Article-5 countries, especially the needs with regards to meeting the first obligations after the ratification of the Kigali Amendment. Despite the covid-19 pandemic and the limitation it has imposed on project planning and implementation, UNIDO managed to adapt some of its services in order to ensure Article-5 countries needs are met to the extent possible.

This narrative is based on an excel table that is included as Annex to this report. The excel table lists all the ongoing and planned UNIDO activities for which funding is expected during the period 2023-2025. Figures are also provided for the period after 2025.

In 2023, UNIDO will submit for approval by the Executive Committee forward commitments amounting to USD 40.2 million. New activities are focusing mainly on HCFC phase-out plans projects that amount to USD 30.6 million. In addition in 2023, UNIDO is planning to submit new activities for preparation HFC Phase-down amounting to USD 1.3 million and for implementation of Stage I of Kigali HFC implementation plan amounting to 3.7 million. As listed in the business plan, about 76 % (USD 30.6 million) of UNIDO's 2023 Business Plan is focusing on the phase out of HCFCs without accounting for the institutional strengthening projects and the preparatory funding.

The total amount foreseen in UNIDO's 2023 Business Plan, including forward commitments, new investment, non-investment activities, project preparation and funding of core unit is USD 40.2 million including support costs and with an impact of 655.7 ODP tonnes for HCFC Phase-out activities.

USD 29.1 million worth of projects are earmarked for 2024 with an impact of 257.6 tonnes, while for 2025 USD 102.2 million with an impact of 1,152.8 ODP tonnes are forecasted. These values are expected to increase as the HFC phase down plans (implementation) will start to be included following the Executive Committee guidance.

The activities included for 2023 can be presented as following:

- Tranches from approved HPMPs Stage I in three countries;
- Tranches from approved HPMPs Stage II in 20 countries;
- Tranche from approved HPMPs Stage III in one country;
- Additional funding for energy efficiency for 15 countries;
- Tranche from approved HFC destruction project in one country;

- New HPMPs Stage II in 13 countries;
- New HPMPs Stage III in six countries;
- New phases of institutional strengthening projects in four countries;
- HCFC phase-out management plan Stage II preparation request for one country (Syrian Arab Republic);
- HCFC phase-out management plan Stage III preparation requests for two countries (Albania and Serbia);
- One request for technical assistance project Sustainable industry conversion;
- HFC phase down preparation requests for 12 countries;
- HFC investment project for one country (Lebanon);
- Kigali HFC phase-down plan, Stage I implementation for 12 countries;
- One global request for the Core Unit support cost

Any projects submitted to, but not approved at the 91st Meeting should be added afterwards to the 2023 Business Plan.

1. RESOURCE ALLOCATION

In 2023, UNIDO is planning to submit USD 40.2 million worth of projects, the majority of which is focused on phase-out of HCFCs, including core unit funding in the value of about USD 2.064 million.

HCFC phase-out activities form large part of UNIDO's 2023 Business Plan. Most HPMPs for non-LVCs include investment projects for the conversion of manufacturing enterprises to HCFC-free alternatives taking into consideration new technological developments to ensure sustainable conversion of HCFC-based manufacturing enterprises.

Funding requests for the preparation of Stage II and Stage III HPMPs should be submitted two years before the last tranche of Stage I and Stage II, respectively. UNIDO made careful consideration of each country to ensure smooth implementation, without interruptions between Stage I, Stage II and Stage III activities. In line with decision 89/6, UNIDO has carefully planned the request of additional activities for inclusion in existing and future HCFC phase-out management plans for low-volume-consuming (LVC) countries, when needed for the introduction of alternatives to HCFCs with low or zero global-warming potential (GWP) and for maintaining energy efficiency in the refrigeration servicing sector.

Furthermore, renewal of institutional strengthening projects also form part of UNIDO's 2023-2025 Business Plan.

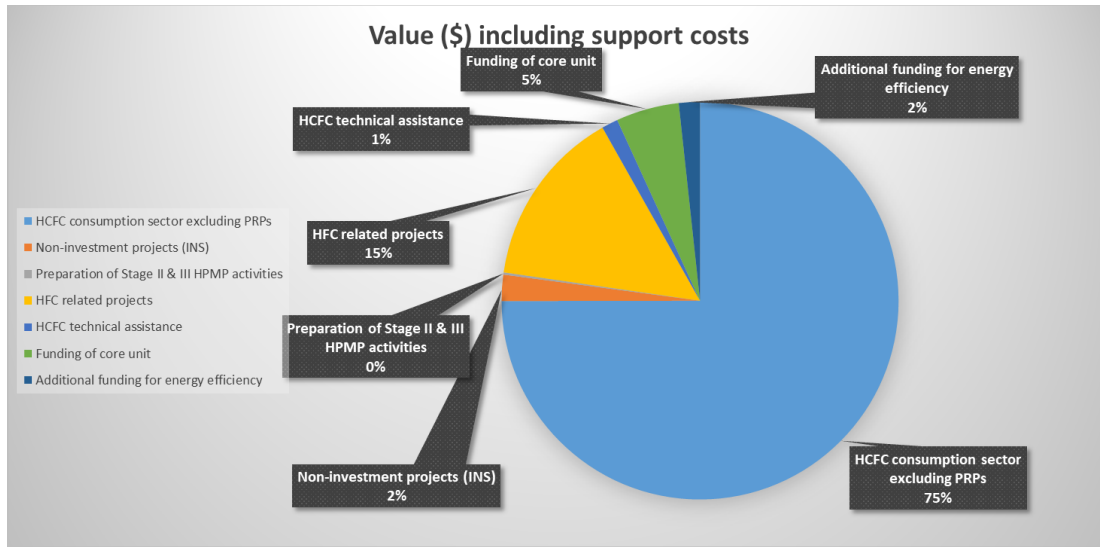
In addition, in 2023 UNIDO is planning to submit preparatory requests for HFC phase-down plans to help countries that have ratified the Kigali Amendment, prepare for the first obligations. UNIDO also plans to submit either as single, lead or cooperating implementing agency, Stage I of the Kigali HFC phase-down plans for 12 countries.

The total budget for 2023 is USD 40,220,261 including USD 2,064,760 core unit funding for UNIDO. Table 1 below summarizes the resource allocation of UNIDO's 2023 Business Plan.

Table 1: Resource allocation per type/sector

Type/sector	Value (\$) including support costs	Share of Business Plan allocation (%)
HCFC consumption sector excluding PRPs	30,154,452	74.97%
Non-investment projects (INS)	855,841	2.13%
Preparation of Stage II & III HPMP activities	71,690	0.18%
HFC related projects	5,847,298	14.54%
HCFC technical assistance	535,000	1.33%
Funding of core unit	2,064,760	5.13%
Additional funding for energy efficiency	691,220	1.72%
Total	40,220,261	100%

Figure 1: Resource Allocation for 2023 per type/sector



The details of the 2023-2025 rolling Business Plan are spelled out in the Business Plan Database.

2. GENERAL OVERVIEW ON ASSISTANCE TO COUNTRIES IN NON-COMPLIANCE

In UNIDO's portfolio, there is currently no country being in non-compliance with the HCFC phase-out schedule. UNIDO has been providing continuous assistance to countries that had been in non-compliance in previous years.

All activities presented in UNIDO's business plan aim at providing assistance to Article 5 countries to comply with their obligations towards the Montreal Protocol. Currently the main focus is the 67.5% reduction target by 2025 and 100% by 2030. UNIDO is ready to support countries with new HFC commitments since the entry into force of the Kigali Amendment in January 2019. Should there be any countries in non-compliance under UNIDO's responsibility, UNIDO will work closely with the countries concerned to bring them back to compliance and will assist them to report the required data to the Ozone Secretariat.

3. PROGRAMME EXPANSION

In the years 2023 to 2025 UNIDO aims to enhance its assistance to Article 5 countries by strengthening its project portfolio through the implementation of HCFC phase-out management plans, institutional strengthening projects, preparations of new stages of HPMPs as well as Kigali HFC phase down plans. UNIDO plans to submit HCFC/HFC technical assistance project for sustainable industry conversion. Short outline of the project is presented in Annex I. Two projects for destruction of emissions of HFC-23 generated in the production of HCFC-22 have been approved for UNIDO implementation, and UNIDO will be requesting the approved tranches in principle in line with the projects progress and agreements. UNIDO will be requesting additional funding for energy efficiency activities to be implemented under the currently ongoing or new stages of HPMPs.

UNIDO continues providing support with Stage II and Stage III HPMPs to all the countries assisted during Stage I and Stage II, respectively.

The main objective of this Business Plan is to assist Article 5 countries in meeting their obligations under the Montreal Protocol, in particular the 67.5% reduction target in 2025 and the 100% in 2030 for HCFCs.

The analysis of the activities of UNIDO's Business Plan reveals that the major share of UNIDO's MP project portfolio consists of HPMPs in different sub-sectors.

In 2023, UNIDO will continue to cover all regions (Latin America and the Caribbean, Africa, Asia and Pacific, Europe) with planned activities in various sectors and countries (including project preparation and non-investment activities).

In addition, in 2023 UNIDO is planning to submit new activities for HFC Phase-down to facilitate initial actions towards the phase down of HFC and compliance with Kigali amendment. The inclusion of the proposed projects will facilitate and support countries to meet the first obligations of the Kigali Amendment after ratification.

Africa

In Africa, funding requests for 22 countries, with a total value of USD 11,463,774 will be submitted in 2023. Planned projects are tranches from approved HPMPs, new Stages of HPMPs, additional funding for energy efficiency, institutional strengthening projects, preparatory assistance for HFC phase-down plan and Stage I of Kigali HFC implementation plans. UNIDO is cooperating with UNEP on several projects in African countries.

Asia and the Pacific

In Asia and the Pacific requests for funding for 12 countries with a value of USD 14,474,085 will be submitted in 2023. Planned projects are tranches from approved HPMPs, new Stages of HPMPs, institutional strengthening projects,

preparatory assistance for HFC phase-down plan, Stage I of Kigali HFC implementation plans and HFC investment project. UNIDO is cooperating with UNEP, World Bank and UNDP on several projects in countries from Asia and the Pacific region.

Europe

In Europe, requests for seven countries with a value of USD 1,853,479 will be submitted in 2023, targeting the phase-out of HCFCs, institutional strengthening, Stage I of Kigali HFC implementation plans and additional funding for energy efficiency. UNIDO is cooperating with UNEP on several projects in European countries.

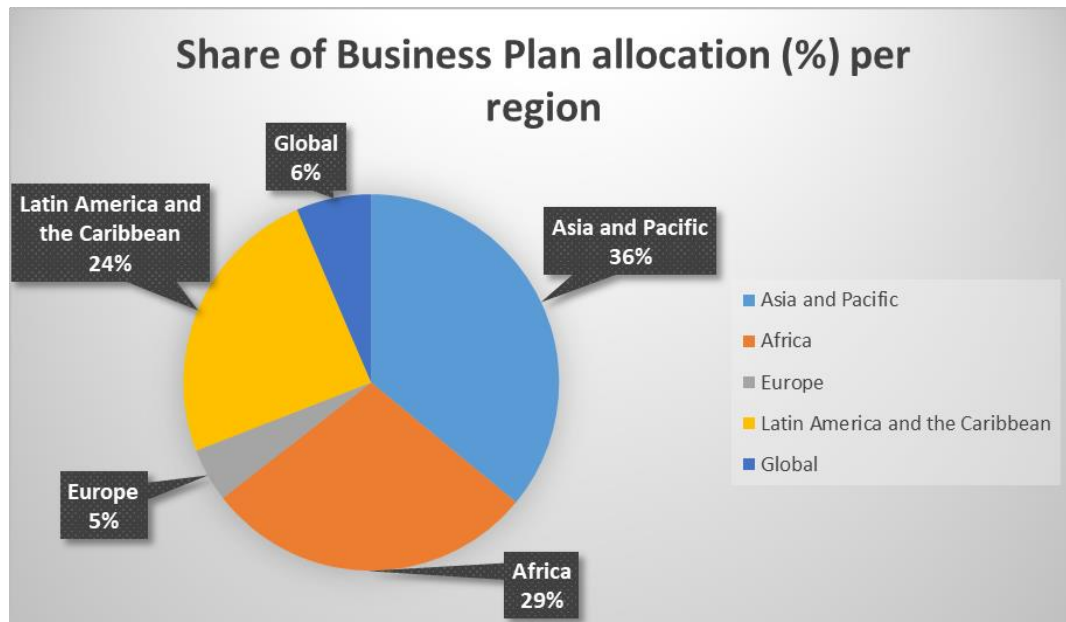
Latin America and the Caribbean

In Latin America and the Caribbean region the planned requests to be submitted in 2023 amount to USD 9,829,163 for 12 countries. These include tranches from approved HPMPs, new Stages of HPMPs, additional funding for energy efficiency, institutional strengthening projects, preparatory assistance for HFC phase-down plan and Stage I of Kigali HFC implementation plans. UNIDO is cooperating with UNEP and UNDP on several projects in countries from Latin America and the Caribbean region.

Global

Besides the Core Unit Budget, UNIDO plans to submit funding request for a project on sustainable industry conversion. The planned request including support costs is in the amount of USD 535,000.

Figure 2: UNIDO's 2023 Business Plan by Region



4. PERFORMANCE INDICATORS

The 71st Meeting of the Executive Committee has reviewed the performance indicators. The new weightings, based on Decision 71/28, are indicated in the below table.

Type of Indicator	Short title	Calculation	Weighting	Target 2023
Planning-- Approval	Tranches approved	Number of tranches approved vs. those planned	10	52
Planning-- Approval	Projects/ activities approved	Number of projects/activities approved vs. those planned (including project preparation activities)	10	34
	Sub-total		20	
Implementation	Funds disbursed	Based on estimated disbursement in progress report	15	USD 21.2 million
Implementation	ODS phase-out	ODS phase-out for the tranche when the next tranche is approved vs. those planned per business plans	25	655.7 ODPt
Implementation	Project completion for Activities	Project completion vs. planned in progress reports for all activities (excluding project preparation)	20	67
	Sub-total		60	
Administrative	Speed of financial completion	The extent to which projects are financially completed 12 months after project completion	10	12 months after operational completion
Administrative	Timely submission of project completion reports	Timely submission of project completion reports vs. those agreed	5	On time
Administrative	Timely submission of progress reports	Timely submission of progress reports and business plans and responses unless otherwise agreed	5	On time
	Sub-total		20	
	Total		100	

5. INITIATIVES TO ENSURE COMPLIANCE

Successful and timely implementation of ongoing activities is essential for the current compliance period.

Special attention is provided to countries that may previously have been in non-compliance and that have decisions outlining plans of actions with time-specific benchmarks for return to compliance.

UNIDO has continued to provide supportive initiatives in order to ensure timely project completion of projects approved so far, and to facilitate compliance of the recipient countries with their Montreal Protocol obligations, which supported successful project implementation:

- Regular follow up of the implementation process is being done by the staff of the ozone office together with UNIDO's national and international consultants and project managers. This ensures that effective actions on critical issues such as resolving bottlenecks in site preparation, customs clearance, installation, commissioning and safety certification, monitoring of HCFC-related equipment are taken.
- UNIDO is frequently attending Regional Network online Meetings and respective webinars providing additional support to our counterpart countries.
- Communication and interaction between regional and country offices about the implementation process has ensured the smooth flow of project plans. As in previous years, directors of UNIDO regional and country offices are regularly briefed on ongoing and possible future activities. They are involved in the implementation process and are following up the progress of the programmes. In turn, the representatives brief headquarter staff working in a specific country on the regular activities in the field and problems faced, if any.
- UNIDO also provides, when requested, support such as policy assistance, putting in place relevant legislation etc. Additionally, UNIDO project managers have developed various webinars and online trainings to compensate for the project site visits and in-person trainings.
- Based on recommendation of the Implementation Committee, additional assistance will be offered to the countries with delays in reporting of its ozone-depleting substance data.
- Based on the recommendations from the Ozone Secretariat, and taking into consideration that countries that have already ratified the Kigali Amendment will have to have HFC licensing system established, UNIDO organized webinars on HFC licensing systems. UNIDO will continue to implement webinars to assist countries with meeting their obligations under the Kigali Amendment.
- Taking into consideration the travel and physical meetings limitations imposed worldwide due to the Covid-19 pandemic, UNIDO continues to provide support to the countries while prioritizing the health of its staff, consultants and counterparts. To compensate for the physical meetings and trainings, where needed, UNIDO is organizing webinars, frequent video calls and online trainings.

ANNEX I

Project title:	Sustainable industry conversion
Implementing agency	UNIDO
Requested project funding	US\$ 500,000 (excluding agency support cost)
Project duration	36 months
Project goal	How to sustain industry conversions in the residential air-conditioning (A/C) sector, including time required for technology transition and barriers for access to low-GWP technologies.
Planned activities	<p>The project will have a global outreach and is intended to support Article 5 countries in sustaining industry conversions in the residential A/C sector. It will link to ongoing UNIDO activities, e.g. technical assistance components of the HPMP of China and Pakistan.</p> <p>The following components are planned:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Establishment of a technology platform, where industries and other interested can obtain technical news (US\$ 150,000); 2) Conducting two global fora for A/C industries and related technology providers. First forum will explore state of technology and industry needs; and second forum deliver findings from this technical assistance program (US\$ 150,000); 3) Study tours to technology providers. These are planned to be linked to other events in order to be cost effective. Possible events could be Chillventa/Nuremberg in 2024 or the CHEAA annual meeting (US\$ 75,000); 4) A study to explore barriers for access to low-GWP technologies and related components (US\$ 25,000); 5) A study to capture lessons learnt from EU; especially lessons learnt from the revised f-gas regulation (US\$ 25,000); 6) A study on differences and similarities in industry conversions to A2L and A3 refrigerants. This included additions to move from A2L as a temporary technology to A3 (US\$ 25,000); and 7) Reporting (US\$ 50,000).